



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES BRESSE BOURGOGNE

Zone portuaire Sud
71380 Épervans

Références : AC/CS/2026/C_057
Code AIOT : 0005400493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement CARRIERES BRESSE BOURGOGNE implanté ST PIERRE et PAYS NEUF 71270 Fretterans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection effectuée dans le cadre du suivi des dispositions prises par l'exploitant suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES BRESSE BOURGOGNE
- ST PIERRE et PAYS NEUF 71270 Fretterans
- Code AIOT : 0005400493

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 pour 20 ans.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantités maximales annuelles autorisées	AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Distance d'éloignement	AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Bornage	AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Aménagement paysager	AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Toutes les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 juillet 2025 sont respectées sauf la plantation de haie arbustive qui est incomplète.

Néanmoins, l'exploitant fournira à l'inspection les justificatifs complémentaires demandés en fiches 3 et 4 dès leur réalisation. Par conséquent, l'inspection ne propose pas de nouvelles suites sur ce dernier point de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités maximales annuelles autorisées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : L'entreprise C2B (numéro de SIRET : 655 850 055 00030) située, zone portuaire sud - 71380 EPERVANS, exploitant une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur le territoire de la commune de FRETTERANS, lieu-dit « Pré Mourot », est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai d'un mois : les prescriptions prévues à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 en respectant les quantités maximales annuelles à extraire jusqu'à la fin de la durée d'autorisation, qui ont été fixées selon une dégressivité annuelle de 2 %, Ces délais courent à compter de la date de la notification du présent arrêté à l'entreprise C2B.

<p>Constats :</p> <p>En 2025, la quantité totale extraite est de 5 000 tonnes donc bien en dessous de la quantité maximale autorisée de 38 284 tonnes.</p> <p>L'exploitant a fourni un bilan d'extraction depuis le démarrage de l'exploitation en 2017 (phase 1 et 2 en cours).</p> <p>Ce bilan fait état d'une quantité totale extraite de 272 000 tonnes pour une quantité totale autorisée de 374 000 tonnes (soit - 28 %).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Distance d'éloignement

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise C2B (numéro de SIRET : 655 850 055 00030) située, zone portuaire sud - 71380 EPERVANS, exploitant une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur le territoire de la commune de FRETTERANS, lieu-dit « Pré Mourot », est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai d'un mois : les prescriptions prévues à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 en interdisant toute exploitation de matériaux dans la bande de retrait minimale de 10 mètres avec les limites du périmètre autorisé et en signalant cette interdiction aux abords des limites exploitables autorisées, <p>Ces délais courent à compter de la date de la notification du présent arrêté à l'entreprise C2B.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis les constats ayant conduit à la mise en demeure, l'exploitant n'a plus extrait de matériaux le long de la limite ouest de la surface exploitable (secteur en extension). Par ailleurs, la bande de retrait de 10 mètres minimum est respectée le long des autres limites nord et sud.</p> <p>L'extraction en cours se situe au centre de la partie en extension soit assez loin des limites exploitables autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Bornage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Limite autorisée en 2016</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise C2B (numéro de SIRET : 655 850 055 00030) située, zone portuaire sud - 71380 EPERVANS, exploitant une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur le territoire de la commune de FRETTERANS, lieu-dit « Pré Mourot », est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de deux mois : les prescriptions prévues à l'article 2.3.2 de l'arrêté

<p>préfectoral du 13 avril 2016 en mettant en place des bornes et un piquetage suffisamment visibles et durables pour délimiter la limite de l'emprise autorisée et la limite d'extraction dans les surfaces en cours d'exploitation (surfaces en extension autorisées),</p> <p>Ces délais courent à compter de la date de la notification du présent arrêté à l'entreprise C2B.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé au bornage de toutes les limites de l'autorisation actuelle. Des bornes (plot métallique ancré au sol) ont été implantées au niveau du sol dans des regards fermés par une plaque métallique et un piquetage permet de repérer ces bornes au dessus du sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé de compléter le bornage par des piquets à minima aux angles caractéristiques matérialisant la limite de retrait de 10 mètres préalablement aux phases d'extraction proches des limites autorisées. Dans le cas favorable de l'obtention d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires incluant les deux parcelles supplémentaires, l'exploitant mettra en place des bornes autour des deux nouvelles parcelles (en extension).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Aménagement paysager

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Haie végétale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise C2B (numéro de SIRET : 655 850 055 00030) située, zone portuaire sud - 71380 EPERVANS, exploitant une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur le territoire de la commune de FRETTERANS, lieu-dit « Pré Mourot », est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de douze mois : les prescriptions prévues à l'article 2.3.7.1 de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 en procédant à la plantation d'une haie arbustive en limites nord, ouest et sud de la surface exploitable en extension. <p>Ces délais courent à compter de la date de la notification du présent arrêté à l'entreprise C2B.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé aux plantations de haies arbustives au niveau des limites nord et sud. Il n'a pas encore procédé à la plantation en limite ouest. Compte-tenu de l'avancée de l'exploitant sur l'ensemble des autres points de la mise en demeure, nous ne proposons pas de nouvelles suites.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La demande de régularisation déposée en février 2025 pour inclure deux parcelles en limite ouest en raison d'une erreur de bornage en 2016 est en cours d'instruction.</p>

Dans le cas favorable, un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires sera pris permettant ainsi d'intégrer les deux parcelles et de rendre conforme la distance de retrait minimum de 10 mètres avec les nouvelles limites ouest.

Dans tous les cas la surface exploitable autorisée en 2016 est inchangée ainsi que les volumes et rythmes de production autorisés.

La plantation de la haie en limite ouest en périphérie de la surface exploitable n'est pas conditionnée à l'obtention ou non de la demande de régularisation.

L'exploitant précisera à l'inspection les types d'essences composant les haies et la bonne plantation de la haie en limite ouest.

Type de suites proposées : Sans suite